

La politique stratégique du Japon dans les années 90 : perspectives (note)

Robert E. Bedesk

Volume 22, numéro 3, 1991

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702876ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702876ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Bedesk, R. E. (1991). La politique stratégique du Japon dans les années 90 : perspectives (note). *Études internationales*, 22(3), 497–508.
<https://doi.org/10.7202/702876ar>

La politique stratégique du Japon dans les années 90: Perspectives*

Robert E. BEDESKI**

I - Quatre changements majeurs dans l'environnement stratégique japonais

Alors que les yeux du monde entier étaient rivés sur les événements survenus en Europe et au Moyen-Orient, des changements majeurs ont aussi pris place en Asie orientale. Au Japon, ces changements ne peuvent qu'affecter son orientation et sa stratégie future. Dans cet article, j'examinerai ces changements et la réponse japonaise à ceux-ci.

Un postulat fondamental sous-tend cette perspective stratégique : les relations États-Unis-Japon demeureront relativement stables sous la protection du Traité de Sécurité. Bien que ceci semble ajouter un élément d'incertitude, la structure de la relation est demeurée et, selon toute vraisemblance, demeurera relativement stable. Toutefois, des pressions sont exercées pour redéfinir les relations bilatérales, non seulement des États-Unis et du Japon, mais également d'autres États. Interprétée de façon étroite, la proposition de Joe Clark, ancien ministre des Affaires extérieures du Canada, au sujet de la coopération en matière de sécurité dans le Pacifique nord, n'affecterait pas les relations entre les États-Unis et le Japon.

Il est possible d'identifier au moins quatre changements qui affecteront l'environnement stratégique japonais : 1) le repli politique de la République populaire de Chine après un effort de modernisation économique ; 2) la diminution de la menace soviétique ; 3) le dynamisme diplomatique de la Corée du Sud et ; 4) la crise au Moyen-Orient.

* Cette étude a fait l'objet d'une communication à la Conférence de l'Association canadienne d'études japonaises, les 27 et 28 octobre 1990 à Vancouver. Révisée le 4 août 1991, cette étude a bénéficié de l'appui du programme d'études stratégiques maritimes de l'Université Victoria.

** Professeur au Département de science politique de l'Université de Victoria, Canada.
Revue Études internationales, volume XXII, n° 3, septembre 1991

Dans les quatre cas, les États-Unis ont modifié leur rôle de superpuissance militaire dominante pour tenir celui de leader d'une communauté des nations, plus ou moins disposée à coopérer dans la réduction des tensions. Si ce changement dans le rôle joué par les Américains plaît aux Japonais, il est toutefois accompagné par des pressions voulant que le Japon joue, quant à lui, un rôle accru tant au niveau de sa propre sécurité qu'au niveau des affaires mondiales – un rôle qui pourrait mettre en danger la paix.

A — Le repli politique et économique de la Chine

En 1989, la contre-révolution chinoise dirigée contre les étudiants et les dissidents à Beijing, a effectivement mis fin à son ouverture sur le monde occidental et à sa restructuration interne. La Chine est retournée à ce qui semble être l'isolement et le socialisme conservateur de la période maoïste, décevant ainsi les espoirs nourris à son endroit par de nombreux pays. L'incident a obligé plusieurs entreprises, pays et sympathisants à réévaluer leurs relations avec celle-ci. Tandis qu'il y a eu une reprise des projets de nature économique, les relations demeurent tendues avec un grand nombre de pays-clés. L'économie chinoise ne montre que peu de signes du dynamisme qui l'animait au début des années 80, et le leadership de Li Peng/Jiang Zemin apparaît à une grande partie de la population désabusée comme l'écran d'une gérontocratie représentée par Deng Xiaoping et Yang Shangkun.

Une conséquence importante des difficultés économiques de la Chine est le chômage. Les Japonais craignent l'arrivée d'une nouvelle vague de «*boat people*» chinois et cette crainte pourrait bien être fondée si la récession déjà longue n'était pas endiguée. En conséquence, une stagnation économique prolongée sur le continent pourrait avoir comme effet une vague importante d'immigrants illégaux. Ces considérations justifiaient en partie, malgré les réticences du monde occidental, la reprise des prêts japonais à la Chine.¹

Depuis deux ans, la Chine a connu trois grandes phases. Jusqu'au printemps 1989, ce pays était considéré comme une terre promise aux yeux des investisseurs et des commerçants. Après la tragédie de la place Tiananmen et à la répression de la dissidence, la République populaire de Chine est devenue un paria de la scène internationale. Beijing est actuellement modérément acceptée au sein de la communauté internationale, en partie en raison de son approbation tacite des actions des Nations Unies devant l'Irak. Le désaccord entre Bush et le Congrès à propos de la clause de la nation la plus favorisée, appliquée à la Chine, illustre l'ambivalence dans laquelle se trouve la communauté internationale envers celle-ci.

1. *The Korea Herald*, (dernière édition), 29 juin 1990, p.1

L'économie chinoise gagne du terrain, encore que dans quelques régions, comme la province du Guandong, on observe une reprise plus accentuée qu'ailleurs. D'autres perturbations sont encore possibles, et un retour au désordre public affecterait le Japon avant les pays industrialisés occidentaux. Il existe une différence fondamentale entre les perceptions japonaise et américaine de la Chine. Pour les Américains, la Chine ne représente qu'un élément dans une stratégie globale alors que le Japon «attache une grande importance au rôle de la Chine, particulièrement dans un contexte régional, et croit qu'une Chine diplomatiquement isolée pourrait devenir déstabilisatrice et combative.»² Kesavan remarque aussi l'hésitation du Japon à participer aux sanctions économiques dirigées contre quelque pays que ce soit — hésitation basée sur un doute quant à leur efficacité aussi bien qu'«à propos de sa propre vulnérabilité économique.»³

Alors que la Chine n'est plus «l'homme malade de l'Asie» comme elle l'était avant la Seconde Guerre mondiale, des signes d'un malaise profond demeurent cependant qui pourraient mener à un effondrement de l'ordre social. La dette colossale du gouvernement, consécutive aux emprunts du début des années 80, entrave le développement de l'économie chinoise. Selon le centre de recherche Nikko, sans l'aide du Japon, cette dette aurait pu obliger le gouvernement à augmenter le niveau de taxation des citoyens créant ainsi une situation propice à la crise politique.⁴ La possibilité d'une Chine instable ainsi que l'exemple soviétique, avec ses problèmes sociaux doublés de problèmes ethniques, alimentent les inquiétudes des stratèges japonais.

B — La diminution de la menace soviétique

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Union soviétique a constitué la menace la plus convaincante pour le Japon. Le Traité d'alliance sino-soviétique de 1950 identifie spécifiquement le Japon comme étant une menace et, de façon similaire, le Traité États-Unis-Japon est formulé contre l'URSS.

L'édition 1990 du Livre blanc de la Défense a atténué l'importance de la menace soviétique et juge diminuée la possibilité d'une agression contre d'autres pays.⁵ Alors que les forces soviétiques en Europe et le long de la frontière sino-soviétique ont été réduites, celles dans la région du Pacifique ne diminuent pas au même rythme. Le Japon surveille de près les actions des Soviétiques, mais, depuis le

2. K.V. KESAVAN, «Japan and the Tiananmen Square Incident: Aspects of the Bilateral Relationship.» *Asian Survey*, 30:7 (juillet 1990), p.681.

3. *Ibid.*

4. Tokyo *Kyodo*, 31 mai 1990, dans *DR/EA*, 1^{er} juin 1990, p.9.

5. Tokyo *Kyodo*, 18 septembre 1990, dans *DR/EA*, p.10.

mois de juin de cette année, aucune mesure concrète n'avait été entreprise, aux dires des analystes des Forces d'auto-défense du Japon. En juin 1989, Gorbatchev a annoncé un plan de réduction de 120 000 hommes en Asie orientale. Ce plan implique la réduction de 12 divisions, l'abolition de 11 escadrons de l'air et de 16 unités navales, mais ne mentionne aucunement l'équipement lourd comme les chars d'assaut.

Avec le déclin de la rivalité entre les superpuissances, plusieurs Japonais avaient prévu toucher les dividendes de la paix. Toutefois, le différend au sujet des Territoires du Nord a partiellement exclu le Japon de la détente générale instaurée par l'Union soviétique. Avec la réduction de la tension États-Unis-Union soviétique, les planificateurs de la défense japonaise craignent que les Américains ne restreignent leur engagement et invitent le Japon à en faire autant. Les Soviétiques ont pris l'initiative de plusieurs projets pour régler le différend, mais Tokyo semblait compter sur des visites de haut niveau, spécifiquement sur le voyage de Gorbatchev en avril 1991, pour entamer les discussions. La visite n'a toutefois pas provoqué d'amélioration majeure dans le dossier. En trois jours de pourparlers, il est apparu évident que le premier ministre Kaifu n'allait pas augmenter l'implication japonaise dans l'économie soviétique avant que la question des Territoires du Nord ne soit en voie de résolution.⁶

La probabilité d'une réduction des armements soviétiques en Asie orientale est plus faible qu'en Europe. Le Sankei Shimbun publiait que la majorité du matériel soviétique était actuellement emmagasiné et que le vieux matériel militaire désuet serait détruit. Sur les Îles Sakhaline et les Territoires du Nord, les unités d'artillerie ont remplacé leurs canons de 130mm par des pièces d'artillerie de 152mm, ces derniers pouvant lancer des ogives nucléaires.⁷ Des manœuvres militaires soviétiques dans la région des Sakhaline au printemps 1990 laissent présager une détente plus lente dans cette région.⁸

Ces événements indiquent que les Soviétiques perçoivent moins de menace venant de la Chine, mais peut-être demeurent-ils plus vigilants à l'endroit du Japon. Moscou doit surtout porter son attention sur les événements de politique interne. En outre, il ne serait pas prudent pour Gorbatchev de procéder à une réduction massive de l'arsenal militaire. La direction de l'Armée rouge envisagerait certainement ce geste comme une retraite ou encore comme une capitulation

6. *The Japan Times*, (édition internationale hebdomadaire), 29 avril au 5 mai 1991, p.5.
7. 7 mars 1990 (soirée), p.1, traduit dans *Daily Summary of the Japanese Press*, (hereinafter, *DSJP*), 15 mars 1990, pp.7-8.
8. Les analystes de défense japonais ont suggéré que les soulèvements en Europe de l'Est et la réduction du nombre des combattants à l'ouest de l'Oural ont rendu impossible les opérations militaires dévastatrices du passé. Tokyo *Kyodo*, 6 avril 1990, dans *DR/EA*, 6 avril 1990, p.4.

de tout ce pourquoi elle s'est battue depuis la Seconde Guerre mondiale. En outre, ce geste pourrait aussi être interprété comme un signal de retour à l'isolationnisme après l'internationalisme. Il est aussi possible que l'Union soviétique utilise sa puissance militaire comme atout lors des négociations avec le Japon – spécialement au sujet des Territoires du Nord.

Les souvenirs demeurent vivaces dans la région, et près d'un siècle de rivalité russo-japonaise ne peut s'oublier si aisément. L'Alliance nippo-britannique de 1902 était dirigée contre l'Empire russe. Deux ans plus tard la guerre avait été déclarée et les Japonais criaient victoire. Des prétentions communes sur la Péninsule coréenne, sur la Chine et la Sibérie orientale ont engendré une méfiance réciproque de la part des deux puissances expansionnistes. L'entrée en guerre tardive de Staline et l'appropriation des Territoires du Nord par les Soviétiques n'ont rien fait pour renforcer la confiance des Japonais. De plus, l'annonce du fait que les Soviétiques ont détenu 594 000 Japonais après la Deuxième Guerre mondiale⁹ et la révélation faite par le KGB que 3,5 millions de citoyens soviétiques ont été exécutés depuis la révolution russe n'ont pas contribué à redorer le blason soviétique auprès des Japonais.¹⁰

Malgré l'annonce d'une réduction unilatérale de 500 000 hommes par Gorbatchev aux Nations Unies, le Japon demeure sur ses gardes. On craint que les conflits ethniques, qui se multiplient en Union soviétique, ne se répandent à l'extérieur et ne viennent raviver les tensions à la frontière sino-soviétique. Les rapports indiquant que la Corée du Nord met actuellement au point une arme nucléaire pourraient aussi provoquer une insécurité croissante chez les Japonais.

Le retrait des forces soviétiques du Vietnam devrait être une source de satisfaction pour le Japon. Le 20 décembre 1989, le navire d'assaut amphibie, Ivan Rogov, soupçonné de transporter à bord du personnel et de l'équipement, croisait vers le Nord au large de Camranh Bay.¹¹ La veille, 13 avions soviétiques ont quitté la région sans que ceux-ci soient remplacés, persuadant ainsi les experts que la réduction des effectifs serait permanente. Les retraits peuvent être attribués aux difficultés économiques de l'Union soviétique imputables au maintien de ses engagements à l'étranger. Le retrait soviétique a aussi eu comme effet la diminution de l'importance des bases américaines aux Philippines. Avec moins de menace sur les voies de navigation japonaises, les États-Unis et le Traité États-Unis-Japon pourraient voir leurs rôles s'amenuiser.

9. Tokyo *Kyodo*, 20 juin 1990, dans *DR/EA*, 21 juin 1990, p.4.

10. *Sankei Shimbun*, 26 avril 1990, p.1, traduit dans *DSJP*, 8 mai 1990, p.3.

11. *Sankei Shimbun*, 11 janvier 1990 (édition de soirée) p.1. Traduit dans *DSJP*, 18 janvier 1990, p.9.

1. *Les prétentions japonaises et soviétiques sur les Territoires du Nord*

Pour Tokyo, les Territoires du Nord demeurent un baromètre des intentions soviétiques en Extrême-Orient. Et, contrairement à son attitude passée, il semble que Moscou explore de nouvelles avenues pour régler le différend.¹²

La déclaration soviéto-japonaise de 1956 mettait officiellement fin aux hostilités et prévoyait l'établissement des relations diplomatiques. La déclaration stipulait que Shikotan et Habomai allaient être rendues au Japon lors de la signature d'un Traité de paix. L'Union soviétique devrait ainsi scinder une déclaration de 1960 qui annulait le Traité de 1956. En 1960, Moscou affirma qu'elle revenait sur sa promesse de 1956 puisque la situation internationale au niveau de sa sécurité était modifiée par le Traité de sécurité américano-japonais signé cette année-là. Sous Brejnev, un projet de Traité d'amitié soviéto-japonais exigeait un retrait des troupes étrangères. Mais sous Gorbatchev, les Soviétiques n'ont pas désavoué le Traité. Peut-être les Soviétiques considèrent-ils aujourd'hui la présence des Américains comme une garantie contre de futurs développements militaires japonais.

Les États-Unis et l'URSS ont discuté de la question des Territoires du Nord lors de pourparlers à Moscou, et les Soviétiques ont demandé la coopération des Américains afin d'en arriver à un règlement.¹³ La diminution des tensions entraînerait une réduction de l'engagement des forces américaines dans cette région du Japon. Les perspectives de règlement de la question des Territoires du Nord semblaient radieuses à la veille de la visite de Gorbatchev, ou, tout au moins, semblaient mener à l'apaisement des relations soviéto-japonaises. Par cette visite, on espérait une solution satisfaisante; celle-ci a déçu les espoirs japonais. Si un rapprochement avec l'Union soviétique s'était soldé par un succès, la diplomatie japonaise aurait pu élargir ses horizons vers un plus grand nombre de sujets internationaux. La paix régionale aurait pu être favorisée par la fin de cette obsession japonaise à propos de la question des Territoires du Nord. La piètre performance du Japon dans la crise du Golfe a aussi diminué l'espoir d'en venir à un règlement. Tokyo a tardé à répondre aux demandes d'aide américaines pour appuyer les efforts des forces alliées et a ainsi mis en doute ses prétentions à un leadership international.

12. M.A. Titarenko, directeur du Soviet Academy of Sciences Institute of the Far East, a dit au gouverneur d'Hokkaido, que deux des quatre îles convoitées pourraient être remises au Japon après la signature d'un traité de paix entre les deux pays. *The Japan Times*, (édition internationale hebdomadaire), 19 au 25 juin 1990, p.2.

13. *Mainichi Shinbun*, 10 février 1990, p.2. Traduit dans *DSJP*, 21 février 1990, pp.3-4.

2. *La crise économique soviétique*

Une amélioration notable des relations soviéto-japonaises aurait donné une poussée favorable au commerce et aux investissements entre les deux pays. Selon MITI, les facteurs décisifs dans la relance des relations commerciales soviéto-japonaises demeurent l'état de l'économie soviétique et sa capacité d'accumuler des devises étrangères. Les exportateurs japonais ont subi plusieurs délais de paiement totalisant 250 millions jusqu'en avril 1990, délais en grande partie consécutifs à l'effondrement de l'économie soviétique. Les échanges entre le Japon et l'URSS s'élevaient à 6,08 milliards en 1989, une augmentation de 3,2 % de plus qu'en 1988, mais qui représente seulement 60 % des échanges de 1982. Les exportations et importations soviétiques dans le commerce extérieur japonais se situent respectivement à 1,1 % et à 1,4 %.

Au cours des 12 années qui ont suivi le Traité de paix et d'amitié sino-japonais et qui ont marqué la fin de la politique japonaise d'équidistance entre la Chine et l'Union soviétique, un changement radical dans la puissance nationale relative s'est produit. Alors que les économies soviétique et chinoise ont connu la stagnation et le déclin, le développement du Japon l'a transformé en une superpuissance économique. Du point de vue japonais, le maintien de ce statu quo devrait être une priorité. La réduction de la menace soviétique rend la faiblesse du système de défense japonais plus acceptable, puisqu'elle prête moins le flanc à la critique intérieure et à celle des États-Unis. On peut aussi faire valoir que la faiblesse du budget de la défense du Japon constitue un facteur de réussite de l'économie japonaise.

Pour les années 1990, les Japonais ont intérêt à perpétuer le statu quo. La diminution de la menace soviétique dépend de la poursuite du gorbatchévisme avec ou sans l'homme. L'effondrement de l'URSS entraînerait une grave instabilité et une situation incertaine pour le Japon en Asie orientale. Une solution au problème des Territoires du Nord lèverait le principal obstacle à l'amélioration des relations soviéto-japonaises, bien qu'un règlement qui passerait outre à la complète restitution des territoires en question ne satisferait pas les nationalistes radicaux japonais.

C — L'offensive diplomatique de la Corée du Sud

Un troisième changement qui risque d'affecter les perspectives stratégiques du Japon est le succès possible de l'offensive diplomatique de la Corée du Sud. La diplomatie de Séoul changera, on ne peut en douter, le caractère de la péninsule coréenne et probablement la distribution du pouvoir dans la région. Avec la future réunification de la Corée du Nord et de la Corée du Sud, il y aura une diminution des

manifestations antagonistes. D'une zone de conflit potentiel, la péninsule unifiée peut devenir une rivale à la supériorité économique japonaise.

On peut dresser des parallèles avec la situation précédant la réunification allemande : une économie capitaliste dynamique et prospère face à un système économique socialiste et stagnant, par exemple. Les différences majeures sont également importantes : la Corée du Nord et la Corée du Sud se sont battues l'une contre l'autre dans une guerre civile dévastatrice, et des soupçons, qui subsistent toujours, furent entretenus périodiquement par des actes terroristes de Pyongyang. La division de la péninsule coréenne fut instituée par les États-Unis et l'Union soviétique, mais a été appuyée fortement par les gouvernements de Séoul et de Pyongyang. Cela signifie qu'au moins, il n'y aura pas d'absorption facile d'un État par l'autre, comme c'est le cas en Allemagne. De plus, tant que Kim Il Sung demeurera au pouvoir, le système de la Corée du Nord pourra se maintenir. Le précédent allemand indique également le coût potentiellement élevé pour Pyongyang, c'est-à-dire la disparition éventuelle de la République démocratique populaire de Corée.

Les efforts diplomatiques de la Corée du Sud peuvent être caractérisés par une stratégie à haut risque mais à gain élevé, puisque cela a directement entraîné l'isolement croissant de la Corée du Nord. À mesure que Pyongyang se rapproche inévitablement de la crise du pouvoir, c'est-à-dire le remplacement de Kim Il Sung, ses options se restreignent. Même si les résultats de la rencontre des premiers ministres des Corées du Nord et du Sud furent grandement symboliques, ils représentèrent une étape majeure vers la réunification.

Dans les années soixante et soixante-dix, le président Park Chung Hee a reconnu que la Corée du Sud demeurerait faible et divisée tant qu'il n'y aurait pas d'efforts considérables pour surmonter sa condition de subordonnée. La première étape fut de créer une économie forte et dynamique, guidée par les politiques du gouvernement.¹⁴ Park entreprit un programme-choc de développement économique, avec une insistance sur la nécessité d'étendre les liens avec l'extérieur. Cette politique s'est poursuivie dans les années quatre-vingt alors que Chun Doo Hwan était président et utilisa les Jeux Olympiques comme prétexte pour accroître l'étendue de ses contacts internationaux.

Avec les Jeux Olympiques comme symbole de mobilisation nationale, Séoul en a profité pour élargir ses liens et contacts avec les mêmes régimes qui appuyaient la Corée du Nord particulièrement avec la Chine et l'URSS. Par le biais de contacts persistants et de négoc-

14. Voir Alice H. AMSDEN, *Asia's Next Giant: South Korea and Late Industrialization*, New-York, Oxford University Press, 1989.

ciations, ces liens furent étendus au-delà des Jeux, et sont devenus des liens commerciaux, culturels et académiques. En juin, la rencontre entre Roh Tae Woo et Gorbatchev a mis en relief la pratique diplomatique positive de Séoul. La Corée du Sud tente également de s'emparer du marché soviétique en lui octroyant des prêts généreux.¹⁵ Éprouvant un grand besoin d'aide économique et technologique, les Soviétiques ne sont que trop heureux de recevoir celle venant de Séoul. Ils espèrent peut-être de cette façon que cela incitera le Japon à être moins réticent.

Gorbatchev, absorbé par les questions intérieures et par la réunification allemande, fut néanmoins suffisamment informé pour se permettre d'influencer le cours des relations diplomatiques. Par le biais des bons offices des États-Unis, une rencontre avec le président Roh Tae Woo de la Corée du Sud fut organisée à San Francisco en juin. De cette rencontre, Gorbatchev obtint les résultats suivants : – il a mis fin à la politique soviétique niant l'existence politique de la Corée du Sud ; – il a contribué à l'isolement de la Corée du Nord ; – il a augmenté la pression sur le Japon pour qu'il soit moins réticent à aider et à commercer avec l'URSS ; – il a confirmé la convergence grandissante entre les diplomaties américaine et soviétique.

À la suite du sommet Gorbatchev-Roh, les premiers ministres des Corées du Nord et du Sud ont tenu des rencontres, et Kim Il Sung s'est même rendu secrètement à Beijing.¹⁶ Même s'il est prématuré de prédire la réunification coréenne, il demeure néanmoins que l'on peut prévoir une réduction de la tension. Il est peu probable que les Chinois donnent à la Corée du Nord le même appui que celui accordé par les Soviétiques ; Pyongyang devra donc faire face à plus de rigueur économique.

La normalisation des relations entre l'Union soviétique et la Corée du Sud fut accomplie en septembre 1990, lorsque les ministres des Affaires étrangères, Edouard Chevardnadze et Choi Ho-jung, signèrent une entente à New York pour échanger des ambassadeurs. Cette entente fut suivie du voyage de Roh Tae Woo à Moscou du 14 au 16 décembre. Il s'adressa alors aux étudiants de l'Université d'État de Moscou, et s'entretint avec Gorbatchev et Yeltsin.¹⁷

Implications pour le Japon

Il existe un vif contraste entre la diplomatie relativement statique japonaise et l'activisme international de la Corée du Sud. Saisissant le mouvement créé par les préparatifs précédant les Jeux Olympiques, Séoul a devancé Pyongyang et a pris contact avec les alliés de celle-ci.

15. *Ta Kung Pao*, 15 juin 1990, p.3, dans *Daily Report. China*, 18 juin 1990, p.14.

16. *The Korea Herald*, (dernière édition), 13 septembre 1990, p.1.

17. Young Whan Kihl, «South Korea in 1990 : Diplomatic Activism and Partisan Quagmire», *Asian Survey*, 31:1 janvier 1991, p.65.

Sous la protection militaire américaine, Roh Tae Woo a initié des relations avec l'Union soviétique, la Chine et maintenant avec la Corée du Nord. La Corée du Sud est clairement une nation déterminée à changer le statu quo. Le Japon, par contre, préférerait qu'il y ait le moins de changement possible dans le système international. Une forte présence militaire américaine en Asie de l'Est et un système d'échange mondial relativement libre, font partie des éléments de succès du Japon. Des changements à l'intérieur de ce système pourraient provoquer des pressions sur le Japon pour qu'il augmente sa position défensive. Alors que Séoul concentre ses efforts pour profiter des changements majeurs provoqués sous Gorbatchev afin d'isoler la Corée du Nord et ainsi accélérer la réunification, Tokyo agit comme si le seul bénéfice de la perestroïka était un ajustement sur la question des Territoires du Nord.

La mission Kanemaru à Pyongyang peut avoir comme effet de prolonger la vie de la RDPC en lançant une bouée de sauvetage à l'économie nord-coréenne à bout de souffle. Ainsi cette mission pourrait prolonger la division de la péninsule et affaiblir la politique de réunification de Séoul. De même, elle pourrait permettre au gouvernement du Nord la reprise de communications et de contacts plus importants avec le monde développé.

D — La crise au Moyen-Orient

L'affirmation du premier ministre Kaifu en juin 1990¹⁸ plaidant pour un rôle accru du Japon, a semblé plutôt légère par rapport aux événements au Moyen-Orient. Comparativement à la diplomatie dynamique de la Corée du Sud, il existe dans la diplomatie japonaise une complaisance étrange au sujet du système international. Ambassadeur des États-Unis au Japon, Michael Armacost a souligné que le Japon dépend du Moyen-Orient pour plus de 70 % de son pétrole et est vulnérable si ses approvisionnements sont menacés. Armacost a apparemment affirmé que la capacité du Japon d'assumer une position de leadership mondial – particulièrement un siège au Conseil de Sécurité des Nations Unies – dépendait de la façon dont il agirait en réponse à la crise du Golfe.¹⁹ Pour les États-Unis en particulier, la performance japonaise a été source de déception.

La Crise du Golfe a renforcé la vision du Japon qu'en ont ses critiques, c'est-à-dire celle d'un joueur incapable d'assumer les tâches réservées au leadership mondial, en d'autres termes celle d'un pays

18. «À partir de maintenant le Japon s'ouvrira sur le monde et si besoin est, si une demande venant d'un autre parti est faite nous n'hésiterons pas à les combler». Tokyo *Kyodo*, 25 juin 1990, dans *DR/EA*, 25 juin 1990, p.5.

19. *The Japan Times* (édition internationale hebdomadaire), 10-16 septembre 1990, p.1.

qui se tourne vers les États-Unis pour la défense de ses intérêts vitaux. Les critiques ont écrit sur l'état d'acéphalie au Japon pour décrire l'incapacité d'amorcer des changements majeurs.²⁰ La réponse japonaise à la Crise du Golfe a mené à des récriminations et à des doutes sur sa capacité d'agir comme grande puissance.²¹

En temporisant sur l'envoi d'aide, le Japon s'est retenu de poser des gestes qui auraient pu augmenter l'importance de ses forces d'auto-défense. Toute contribution pouvant ressembler à de l'aide militaire fut minutieusement évitée. Le ministère des Finances a protégé son territoire au risque de démontrer la faiblesse du Premier ministre. La non-action a pour effet de conserver le statu quo ce qui a toujours bien servi les intérêts du Japon par le passé.

En octobre 1990, le gouvernement japonais a présenté à la Diète un projet de loi pour la constitution d'un organisme de coopération des Nations Unies pour la paix. Cet organisme à vocation militaire devait principalement inclure les membres de la force d'auto-défense du Japon.²² L'opposition a mobilisé l'opinion publique, et le Parti libéral démocratique au pouvoir fut obligé de retirer sa proposition le 11 novembre. C'était la première fois que le PLD était défait sur une question majeure de politique étrangère depuis sa fondation en 1955.²³

Conclusion

Dans les années à venir, les dirigeants du Japon devront décider si les politiques qui furent si efficaces après 1945 peuvent être poursuivies sans modifications sérieuses. La guerre du Golfe avait un caractère particulier : les intérêts américains et japonais y ont coïncidé. Le dilemme grandissant du Japon est celui d'une dépendance envers les États-Unis pour leur défense alors que la volonté de Washington pour maintenir un tel arrangement est en déclin. Le traité États-Unis-Japon sur la sécurité protège ce dernier des conséquences d'un ordre international instable et reste donc avantageux pour Tokyo. Le Japon a tranquillement étendu son rôle politique au niveau régional tandis que son rôle global est demeuré principalement économique. En même temps, il existe d'énormes pressions internes empêchant le pays d'exercer un quelconque pouvoir militaire.

20. Voir spécialement Karel van WOLFEREN, *The Enigma of Japanese Power : People and Politics in a Stateless Nation*, London, Macmillan, 1989.

21. «How Japan Missed the Boat», *The Economist*, 22 septembre 1990, pp.35-36.

22. *The Japan Times* (édition internationale hebdomadaire), 29 octobre au 4 novembre 1991, p. 1.

23. *The Japan Times* (édition internationale hebdomadaire), 19 au 25 novembre 1991, p.1.

Malgré les différends commerciaux avec le Japon, les liens des États-Unis avec ce dernier demeurent solides et bénéfiques pour les deux pays. Par contre, la tolérance américaine face aux arguments d'unicité des Japonais s'amenuise. Parmi les exigences du statut de superpuissance demeurent la volonté et la capacité de prendre des décisions au sujet de la disposition des forces, de prendre des initiatives, et faire respecter certains éléments de l'ordre international. Selon ces critères, les États-Unis demeurent une superpuissance et l'Union soviétique se situe sur la pente du déclin.²⁴ Alors que le Japon pourrait souhaiter jouer un plus grand rôle dans la politique internationale, ses actions lors de la dernière crise ainsi qu'en Chine, ses relations avec l'URSS et ses réponses à la diplomatie de la Corée du Sud démontrent que sa capacité à pratiquer l'hégémonie demeure inexistante. Aussi désagréable que cela puisse paraître, le Japon risque d'être consigné à un rôle de partenaire junior des États-Unis tout au moins dans un avenir prévisible sinon pour la décennie 90.

24. Au sujet du nouvel ordre international, voir Charles KRAUTHAMMER, «The Lonely Superpower», *The New Republic*, 29 juillet 1991, pp.23-27.